

PALUDISME

**Plus d'un millier  
de cas dans  
le sud algérien**

P3

GRÈVE DES AVOCATS

**La plupart des affaires  
au niveau national  
reportées**

P3

CONTRIBUTION

**LE VIEUX SAGE  
SORT DE SA  
RÉSERVE**

Par Farid Chaoui

P4

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

## Levée totale de confinement sur 10 wilayas

• Le transport urbain collectif durant les week-ends autorisé

P3



## En Vrac

### L'ablation de l'espoir

Par Madjid Khelassi

Une hausse sans précédent du nombre de Harraga (migrants clandestins) a été constatée en Espagne durant la fin de cet été, et ce malgré la crise sanitaire actuelle liée au Coronavirus.

Selon le média Orient 21, du 6 septembre 2020, les garde-côtes espagnols ont appréhendé 5 343 Algériens sur l'ensemble des côtes de la péninsule ibérique, contre seulement 1 178 Marocains.

Ainsi le taux de migration clandestine depuis l'Algérie a augmenté de 60% par rapport à la même période de l'année 2019, dépassant ainsi le taux des migrants en provenance du Maroc, pays le plus rapproché de l'Espagne en terme géographique.

Ah El Harga ! Ce rêve coloré des désespérés qui, une fois sur deux, vire au cauchemar.

Chaque jour que Dieu fait, le périple excitant de la traversée se transforme en nécromant iodé du nouveau cimetière des rêves... La Méditerranée ! Untel parti depuis une semaine a appelé sa famille. D'un autre parti depuis un mois, la famille est sans nouvelles.

L'attente, figure atroce de l'arrêt du temps, étirent dans une angoisse sans pareille famille, amis, voisins. C'est l'insoutenable pic de la douleur quand l'appel du sang est aux abonnés absents.

En solo, en famille entière, en mode mineur(e)... La Harga, nouvelle substitution (rêve) d'une vie meilleure à une vie impossible, emmène chaque jour plus de candidats à la traversée des miroirs... qui reflèteraient autre chose qu'un quotidien devenu insupportable. 50, 60, 70 millions de centimes est le coût d'une place pour la traversée.

Le prix ne rebute personne et les listes d'attente s'allongent. Car lorsqu'on a, depuis longtemps, subi l'ablation de l'espoir, le prix devient secondaire. Le débat sur El Harga est depuis longtemps clos dans les familles. Car l'axe obsessionnel (qui consiste à tout reprocher aux familles), est le prétexte contre ceux qui les ont mis au monde.

« Vous nous avez rien raconté sur vos combats. Et à cause de votre silence, nous portons aujourd'hui les tares de vos défaites et vos désillusions. Donc El Harga est notre seule planche de salut » (propos rapportés à nos oreilles par le père d'un migrant). Cela est peut-être vrai, mais c'est sans doute aussi faux, car aucune raison n'est bonne pour aimer autant le désespoir. En tous cas, El Harga se fiche déjà de l'Algérie nouvelle.

## Sport

SPORTIFS D'ÉLITE  
ET DE HAUT NIVEAU

**Des accès à l'emploi  
et études envisagés  
par le MJS**

P13



## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**162 nouveaux cas, 111 guérisons et 8 décès**

P24

## RÉSEAUX 4G

**Sanctions pécuniaires contre les opérateurs  
Mobilis, Djezzy et Ooredoo**

P2

## IMPORTATION

**La facture de l'essence et du gasoil s'élevait  
à 980 millions de dollars en 2019**

P2

Brèves

VIOL, KIDNAPPING ET ASSASSINAT D'ENFANT

Khiati favorable à l'application de la peine de mort

La violence faite aux enfants et les actions adoptées pour la prévenir et la combattre, ont été traités, hier, dans l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

Mustapha Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche, (FOREM) est intervenu et avoue que l'Algérie est aujourd'hui face à une situation sociale très critique en précisant que durant les 20 dernières années, nous avons en moyenne un à deux kidnappings par an. «Il y a un problème réel, puisque dans d'autres pays, ce sont des cas exceptionnels qui se voient tous les cinq à dix ans», prévient-il.

Pour lutter contre ce phénomène, le Professeur Khiati estime que si on arrive à mettre en place une politique de prévention, on pourrait réduire l'ampleur de ce phénomène. Ce n'est pas une affaire des seuls services de sécurité, la lutte contre ce fléau nécessite la mobilisation de tous, rappelle l'invité de la Chaîne 3 qui propose, entre autres, l'implication des associations de quartiers. «Les gens du quartier connaissent, se connaissent entre eux et la plupart de ces attaques se font, justement, dans l'entourage immédiat de l'enfant, pas loin de la maison», avance-t-il. Donc, le fait d'avoir à renforcer la vigilance grâce à l'implication de ces associations, dit-il, «on pourrait réduire le phénomène qui prend de l'ampleur dans notre société». Selon lui, cela va beaucoup aider les autorités judiciaires à bien étudier les cas. M. Khiati propose de mettre systématiquement des bracelets électroniques pour les agresseurs et le durcissement des mesures de code pénal envers les kidnappeurs, violeurs et assassins d'enfant. Il s'est même déclaré favorable à l'application de la peine de mort. «En cas d'enlèvement d'enfant, suivi d'agression sexuelle et d'assassinat, la peine de mort doit être appliquée», estime-t-il. En dernier lieu, l'invité s'est montré très critique envers les chiffres du ministère de la Solidarité nationale, concernant les enfants qui travaillent et affirme qu'ils ne reflètent pas la réalité, car ils n'englobent pas la catégorie des enfants activant dans un cadre informel comme les rues et les marchés anarchiques. «Les chiffres officiels se limitent au seul champ des sociétés et entreprises soumises au contrôle prévu par la loi», dit-il, alors que le cadre informel, notamment les marchés, constituent l'espace qui attirent plus cette catégorie, et ce, pour plusieurs raisons, dont la pauvreté et la déperdition scolaire, conclut-il.

Source : La radio nationale

RÉSEAUX 4G

Sanctions pécuniaires contre les opérateurs Mobilis, Djazzy et Ooredoo

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a annoncé, hier dans un communiqué, avoir prononcé des sanctions pécuniaires à l'encontre des opérateurs de téléphonie mobile, à savoir Mobilis, Djazzy et Ooredoo, suite aux «manquements» constatés dans la couverture de leurs réseaux 4G.

«Comme déjà annoncé dans son communiqué du 3 mai 2020, l'Autorité de régulation a mis en demeure les opérateurs de la téléphonie mobile ATM (Mobilis), OTA (Djazzy) et WTA (Ooredoo) afin de se conformer aux exigences de couverture et de qualité de service de leurs réseaux 4G, et ce suite à une opération de contrôle et d'évaluation effectuée du 16 février au 12 mars 2020, qui a porté dans une première phase sur cinq (5) wilayas (Adrar, Bledia, Constantine, Djelfa et Tiemcen)», rappelle l'ARPCE. «Suite à cette mise en demeure, et compte tenu de l'allègement des conditions de confinement, elle a indiqué avoir mené du 16 au 25 août 2020, dans les cinq (5) wilayas suscitées, une opération d'audit afin d'évaluer le niveau de prise en charge des manquements enregistrés en matière de couverture et de qualité de services», note la même source. L'ARPCE, et suite aux résultats de l'audit, a prononcé des sanctions pécuniaires pour un montant global de 172.519.352,85 DA, dont 63.918.956,02 DA à Mobilis, 82.580.952,38 DA à Djazzy, et 26.019.444,45 DA à Ooredoo». R.N.

IMPORTATION

La facture de l'essence et du gasoil s'élevait à 980 millions de dollars en 2019

Le président de l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, a annoncé hier, dans une déclaration faite à la Radio nationale, que la facture d'importation d'essence et du gasoil s'élevait à environ 980 millions de dollars en 2019.



Il a souligné que la décision du ministère de l'Énergie de retirer l'essence super avec plomb des stations-service et de le convertir en essence sans plomb permettra de réduire la facture d'importation d'environ 250 000 tonnes, notant que l'Algérie a importé 500 000 tonnes d'essence super sans plomb en 2019 et en consomme 1,5 million de tonnes par an, selon le même média. Ra-

chid Nadil a déclaré que le projet d'abandonner l'essence super avec plomb, à partir de janvier 2021 dans toutes les stations-service du pays, contribuera à mettre fin progressivement aux importations de manière permanente et à préserver l'environnement. Il a expliqué que ce projet n'affectera pas les voitures car 95% du parc automobile national est nouveau, selon la même source.

Selon Rachid Nadil, l'Algérie consomme 10 millions de tonnes de gasoil par an et en produit 9 millions de tonnes par an. Par conséquent, notre besoin de ce produit est estimé à un million de tonnes, a-t-il ajouté, précisant que la réalisation du projet de raffinerie de Hassi Messaoud va mettre un terme à ce problème.

R.N

ALGER

1er salon international de l'exportation et de la logistique en février

La Société de l'ingénierie, de l'innovation et de la perspective économique a annoncé mardi l'organisation du premier Salon international de l'exportation et de la logistique, prévu du 08 au 10 février 2021 au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger). Ce salon, qui sera organisé en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), vise l'amélioration du climat d'exportation en Algérie, à travers le rapprochement de l'ex-

porteur de l'importateur avec l'implication de tous les acteurs dans cette opération économique importante, indique la société dans un communiqué. La Société tend également à encourager et à valoriser les efforts consentis par toutes les parties intéressées par la création de nouveaux marchés extérieurs pour les produits algériens notamment en Afrique et ce, dans le cadre de la vision stratégique des pouvoirs publics en matière d'exportation. Sont attendus à cet évènement, plus de 350 expo-

sants nationaux (producteurs, industriels, transporteurs, exportateurs...) relevant de plusieurs secteurs vitaux dont l'agriculture, l'agroalimentaire, l'emballage, les industries lourde et légère, en sus du secteur des services à l'image des banques, des assurances, du transport et de tout ce qui est logistique. Aussi, nombre d'experts algériens et étrangers prendront part à ce salon pour animer des workshops sur l'échange d'expertises et de vus en matière d'exportation et de logistique, conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un groupe de travail interministériel pour renforcer la numérisation du secteur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Beniziane, a affirmé mardi après-midi à Oum El Bouaghi qu'un groupe de travail interministériel «planche actuellement sur le renforcement de la numérisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique». Le ministre, qui était accompagné du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des Startups, Yacine El Mahdi Oualid, a souligné, au cours d'une rencontre avec la communauté universitaire à l'amphithéâtre de

l'université Larbi Ben-M'hidi, que ce groupe de travail, composé de représentants de l'enseignement supérieur et de la poste et des télécommunications «œuvrera à consolider la numérisation du secteur» qui, a-t-il affirmé, constitue une priorité et un défi à relever. L'action de ce groupe devra «apporter une forte dynamique à l'enseignement à distance et faciliter la communication interactive sur les plateformes numériques de formation, de recherche et de gouvernance», a assuré M. Beniziane qui a relevé que les résultats détaillés du travail du groupe seront annoncés «dans les prochains délais». Rappe-

lant le protocole de gestion pédagogique et sanitaire de la rentrée universitaire 2020/2021, le ministre a invité la communauté universitaire à poursuivre ses préparatifs pour la nouvelle rentrée universitaire par l'organisation de portes ouvertes et a tenu à assurer à l'adresse des étudiants du Sud du pays n'ayant pu rejoindre leurs universités que des «sessions spéciales seront organisées ultérieurement pour eux». Les deux ministres ont inauguré ensuite une faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de gestion de 2000 places pédagogiques et ont visité le centre mé-

dico-social de l'université d'Oum El Bouaghi et une exposition sur les idées de projets innovants et les startups. Le ministre délégué chargé de l'économie de la Connaissance et des Startups a salué les initiatives de jeunes exposants qui s'inscrivent dans le cadre du partenariat qui associe son département à celui de l'enseignement supérieur. Il a ainsi considéré que «l'université constitue le berceau des startups» plaidant pour le renforcement de ce partenariat à travers toutes les régions du pays en multipliant les projets de startups.

R.N

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

# Levée totale de confinement sur 10 wilayas

## LE TRANSPORT URBAIN COLLECTIF DURANT LES WEEK-ENDS AUTORISÉ

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a arrêté, hier, une série de mesures dans le cadre de la démarche progressive et flexible adoptée par les pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire liée au Coronavirus, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :



"En application des instructions de M. le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et au terme des consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a arrêté, dans le cadre de la démarche progressive et flexible adoptée par les pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire, les mesures suivantes :

1. L'adaptation, selon l'évolution de la situation sanitaire, de la liste des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile, qui passe de 18 à 11 wilayas, comme suit : La levée de la mesure de confinement partiel à domicile pour dix (10) wilayas dont la situation sanitaire connaît une nette amélioration. Il s'agit des wilayas de Bouira, Tebessa,

Médéa, Illizi, Boumerdes, El Tarf, Tindouf, Tipaza, Ain Defla et Relizane.

La reconduction, pour une durée de trente (30) jours à partir du 1er octobre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile de 23h au lendemain 06h du matin, pour huit (8) wilayas. Il s'agit des wilayas de Bejaia, Blida, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Annaba et Oran. L'application, pour une durée de trente (30) jours à partir du 1er octobre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile de 23h au lendemain 06h du matin pour trois (3) wilayas, enregistrant une recrudescence des cas de contamination, à savoir: Batna, Sétif et Constantine.

Toutefois, les wilayas peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la

mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

2. La levée de la mesure portant interdiction de la circulation du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends.

3. Le maintien de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circonscription et autres événements.

A cette occasion, le Gouvernement indique que l'évolution positive de la situation épidémiologique, enregistrée ces derniers jours, ne doit en aucun cas inciter à un quelconque relâchement de la vigilance, ni à des négligences quant à la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des protocoles sanitaires ainsi que le strict respect de toutes les me-

ures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Il rappelle que la maîtrise de la situation sanitaire dépend toujours de la discipline de chacun d'entre nous pour éviter sa dégradation et l'éventuel recours à de nouvelles mesures de confinement total ou partiel à domicile et/ou à des restrictions des activités économiques et sociales. Le Gouvernement renouvelle ainsi ses recommandations de prudence et réitère ses appels aux citoyens, conscients des défis que nous impose cette crise sanitaire, pour la poursuite de la solidarité, de la mobilisation et de la rigueur dans l'application de toutes les mesures d'hygiène, de distanciation physique et de protection, qui ont permis la stabilisation de la situation épidémiologique dans notre pays et qui demeurent la solution idoine pour endiguer cette épidémie".

APS

### PALUDISME

## Plus d'un millier de cas dans le sud algérien

L'accroissement sensible du nombre de cas de paludisme dans le sud du pays, plus d'un millier, tous importés, a été favorisé par la migration clandestine, donc incontrôlée, et l'attrait de la disponibilité et la gratuité des soins en Algérie, selon les services de la Santé de wilayas du Sud, touchées par le phénomène. Tamanrasset, la plus touchée, avec 918 cas signalés depuis le début de l'année, dont 800 durant le seul mois de septembre, recense des cas d'importation de pays voisins affectés ces derniers temps par une recrudescence de la maladie, a indiqué le chef de service des maladies infectieuses, Dr. Lyès Akhamoukh. Le spécialiste a expliqué l'accroissement des cas de paludisme importés par la disponibilité et la gratuité des soins en Algérie, dont Tamanrasset et d'autres régions du Sud constituent les premiers points d'accès en provenance de pays du voisinage Sud du pays. Quatre (4) décès de la maladie sont déplorés depuis le début de l'année, dont trois (3) en septembre seulement, a précisé le responsable, faisant état aussi de cinq (5) personnes actuellement dans un état grave, dont quatre (4) en soins intensifs.

Dr. Akhamoukh a fait part aussi de la décision

de création d'un observatoire régional de santé publique et de maladie tropicale, où seront effectuées des analyses et des études de suivi de l'évolution de ces maladies dans la région et dans le Sahel.

Dans la wilaya d'Ilizi où 90 cas importés sont signalés depuis fin août dernier, le directeur de la Santé a annoncé l'ouverture d'une enquête épidémiologique approfondie, avec la prise de mesures rigoureuses à travers la wilaya afin de circonscrire la maladie. Dans une déclaration à l'APS,

Dr. Ahmed Zenati a précisé que ces cas sont relevés parmi les immigrants clandestins issus de pays voisins et entrés illégalement en Algérie via la région frontalière de Djanel, ajoutant qu'ils ont tous bénéficié d'une prise en charge médicale, avec un renforcement du contrôle médical dans les zones urbaines. Dr. Zenati a relevé, par ailleurs, la disponibilité, et en quantité suffisante, de médicaments spécifiques destinés au traitement de cette maladie. Dans la wilaya de Ghardaïa, plusieurs cas "importés de pays du Sahel, ont été dépistés depuis le 23 septembre courant et sont pris en charge par les services de la santé à El-Menea et Ghardaïa, et de nombreux praticiens locaux formés

au préalable sur les maladies dites tropicales estiment que l'apparition de ces cas de paludisme et porteurs de parasites peut dissimuler d'autres cas. Des médecins de la wilaya de Ghardaïa ont été instruits d'être vigilants et de pratiquer le dépistage par la goutte épaisse, une technique de concentration d'hématies en vue de rechercher le paludisme dans le sang, à chaque cas ayant une forte fièvre inexpiquée. "Les paludistes sont disponibles au niveau des structures de prise en charge et un stock de sécurité a été renforcé au niveau des wilayas du Sud, en prévision de la survenue d'autres cas", souligne un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. De même, "le dispositif de surveillance a été renforcé, notamment, par le dépistage actif, la détection et la prise en charge précoce des cas. A cela s'ajoute la mise en application des mesures appropriées de lutte anti vectorielle". Le ministère de la Santé assure, en coordination avec les directeurs de la santé et de la population des wilayas concernées, "le suivi et les mesures mises en place pour faire face à cette situation", conclut le communiqué.

R.N

## Brèves

### JUSTICE

## Le procès en appel de Tahkout reporté au 21 octobre prochain

La Cour d'Alger a reporté hier le procès en appel de Mahieddine Tahkout au 21 octobre 2020 en raison de l'absence d'un des accusés (Abdelghani Zaïlane). Le collectif de défense a boycotté l'audience en application de la décision du Barreau d'Alger relative à la suspension des plaidoiries et du travail judiciaire pendant une semaine à compter de dimanche (27 septembre) pour réclamer l'amélioration des conditions professionnelles des avocats. Mahieddine Tahkout a été condamné en première instance à une peine de 16 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 8 000 000 Da, pour des chefs d'accusation liés à la corruption, au blanchiment d'argent et à l'obtention d'indus privilégiés. D'anciens cadres et ministres, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, sont également poursuivis dans la même affaire.

### LE VERDICT DU PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE MOURAD OULMI REPORTÉ AU 10 OCTOBRE

Le juge auprès de la Cour d'Alger a reporté hier la prononciation de son verdict dans l'affaire de l'homme d'affaires, Mourad Oulmi, au 10 octobre prochain. Le procès s'est déroulé les 23 et 24 septembre dernier dans un climat de pression le fait que la défense a exigé le report du procès pour cause d'absence de document qui accuse Mourad Oulmi dans le dossier, mais le procès s'est poursuivi et le juge a entendu les accusés. Pour rappel, Mourad Oulmi, patron du groupe automobile Sovac a été condamné par le tribunal de première instance, à 10 ans de prison ferme et 8 millions de dinars d'amende. D'autres anciens responsables à l'instar de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, et les ministres de l'Industrie ainsi que le frère de Oulmi ont été condamnés aussi dans cette affaire.

### DEUX ANS DE PRISON DONT UN AVEC SURSIS À L'ENCONTRE DE MOHAMED DJEMAI

Le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a condamné hier Mohamed Djemai, poursuivi pour des affaires d'abus de fonction et d'humiliation d'un journaliste, à une peine de deux ans de prison, dont un avec sursis, assortie d'une amende de 200 000 Da. Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed avait requis une peine de 3 années de prison et une amende de 500 000 Da à l'encontre de l'ex-député de l'Assemblée populaire nationale (APN) et ancien Secrétaire général (SG) du parti du Front de libération nationale (FLN), Mohammed Djemai, placé en détention provisoire en septembre 2019.

R.N

### TRIBUNAL DE CHÉRAGA

## Le procès de "Maya" reporté au 7 octobre

Le procès de Nacinachi Zoulikha-Chafika, dite "Maya", jugée pour des affaires de corruption, a été reporté hier par le Tribunal de Chéraga (Alger) au 7 octobre prochain. Le report est dû au boycott de l'audience par la défense en application de la décision de l'Union des barreaux d'Alger relative à la suspension des plaidoiries et du travail judiciaire pendant une semaine à compter de dimanche (27 septembre). Le procès avait déjà été reporté deux fois au cours du mois d'août passé, à la demande de la défense. L'affaire de Nacinachi Zoulikha-Chafika (connue comme étant Madame Maya), concerne aussi ses deux filles, ainsi que Abdelghani Zaïlane et Mohamed Ghazi, poursuivis respectivement en qualités d'ex-walis d'Oran et de Chlef, et l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hameel. Les griefs retenus contre les accusés sont notamment "blanchiment d'argent", "trafic d'inflammeurs", "octroi d'indus avantages", "dilatation de deniers publics", "incitation d'agents publics pour l'octroi d'indus avantages" et "transfert illicite de devises vers l'étranger". Au début de la séance, Mohamed Ghazi a demandé au juge d'être mis en liberté provisoire pour des raisons de santé. Le juge a indiqué que le Tribunal étudiera cette demande.

R.N

# Le vieux sage sort de sa réserve

Dans cette contribution, le Professeur Farid Chaoui se penche sur la dernière intervention de l'ancien Premier ministre dans la presse. Le texte de ce dernier est « à la fois un exercice théorique sur le politique et l'histoire des nations, mais aussi un cri et un avertissement à un moment qu'il juge crucial pour l'avenir du pays. » Le message est clair : Le temps des faux-semblants est terminé... .

PAR FARID CHAOUÏ\*

« **A**près 58 ans d'abandon du message de l'OS, de la Soummam, du CNRA et du GPRA, il est temps de repenser notre conduite politique et de changer de cap... » Expérience et connaissance sont les deux vertus qui mènent à la sagesse. M. Hamrouche est un sage ! Le vieux sage qu'il faut écouter et dont il faut méditer les écrits car il parle d'expérience et possède une connaissance inégalée de la société, de la politique et des mécanismes intimes et complexes de l'exercice du pouvoir. Son dernier écrit est à la fois un exercice théorique sur le politique et l'histoire des nations, mais aussi un cri et un avertissement à un moment qu'il juge crucial pour l'avenir du pays. Il faut lire et relire sa dernière contribution car elle contient les éléments rationnels historiques et politiques qui nous ramènent à une juste évaluation de la situation de notre pays, agité par le télescopage de trois crises : politique, économique et sanitaire. Comme à son habitude, M. Hamrouche refuse de s'impliquer dans les débats conjoncturels, dans les polémiques stériles et dans les querelles d'arrière-garde. Il a pris l'habitude de pousser la réflexion au plus haut niveau possible, quitte à prendre le risque de paraître théorique et ésotérique ! C'est pourtant ce niveau de débat qui nous manque cruellement et qui devrait interpellier nos élites intellectuelles et politiques. M. Hamrouche exprime clairement sa profonde inquiétude quant à l'évolution du pays. Pour être pédagogique, il situe son propos le plus loin possible dans la recherche des facteurs en cause dans la construction d'une Nation à partir « d'une population et d'un territoire ». Il relève que ces deux concepts sont à la base de toute société et l'Algérie n'échappe pas à cette vérité anthropologique, historique et politique. C'est l'évolution historique et politique de cette population dans son territoire qui doit être méditée avec lucidité et courage pour comprendre ce qu'elle a édifié comme institutions et proclamé comme lois pour protéger son vivre-ensemble. Sans vouloir résumer ce long propos, car résumer c'est réduire, je souhaite souligner ce que personnellement j'en ai retenu comme éclairage sur la situation actuelle que traverse le pays et les périls qui s'accumulent à l'horizon. M. Hamrouche nous dit que tout se construit à partir d'un territoire, dans lequel évolue une population. Un espace et une population ne peuvent pas être assimilés à un pays, encore moins à une Nation, tant qu'un exercice n'est pas effectué par ses élites pour s'engager dans un long et complexe processus historique, politique, sociologique et, je dirai, anthropologique d'éveil d'une conscience nationale ! Pour M. Hamrouche, une des étapes fondatrices dans l'histoire du pays est représentée par le mouvement national et son aboutissement, au terme d'une longue période de maturation, à l'Orga-

nisation spéciale (OS). L'OS est l'entente du mouvement libérateur, c'est en son sein que va s'élaborer la stratégie politique de la lutte pour l'indépendance et c'est par elle que cette lutte va se doter des premières institutions fondatrices de l'Algérie en tant que pays, et semer les germes du futur Etat et Nation : le CNRA, la Soummam et le GPRA. Cette étape a coûté à l'Algérie un combat difficile, meurtrier, sécuritaire, qui s'est achevé par la guerre d'indépendance. Il aura fallu tant de souffrances, tant de courage, tant d'humiliation et d'exil forcé pour que d'une population et d'un territoire se forge le sentiment d'une conscience collective nationale. Il faudra encore beaucoup de combats pour que ce sentiment national se traduise par une volonté de libération et se donne les moyens du combat libérateur de Novembre 1954. L'indépendance nous a donné un pays et un peuple déterminé à poursuivre le combat pour bâtir une Nation. Malheureusement, le travail politique, qui aurait dû se poursuivre et s'approfondir

**Un espace et une population ne peuvent pas être assimilés à un pays, encore moins à une Nation, tant qu'un exercice n'est pas effectué par ses élites pour s'engager dans un long et complexe processus historique, politique, sociologique et, je dirai, anthropologique d'éveil d'une conscience nationale ! Aucune structure politique ou institutionnelle n'est réactive et crédible, hormis les forces de sécurité et les administrations pérennes et territoriales (instruments de la loi). Aucune force partisane ou organisation syndicale ne jouit de légitimité organique avérée ni de représentation sociale évaluée, y compris celles qui s'auraient de mythes révolutionnaires ou se flattent de ses rôles et apports passés. Aucune structure économique et financière non plus n'est capable d'impulser ou de peser de manière décisive sur le devenir économique du pays. » Un constat qui, venu d'un homme politique habituellement mesuré et tout en nuance, fait frémir !**

pour achever celui du mouvement national, ne s'est pas produit. Les réflexes de lutte pour le pouvoir et son exercice personnel ont étouffé le combat pour l'édification du socle institutionnel nécessaire à la fondation d'une Nation forte et souveraine dans laquelle le peuple négocie librement son devenir ! Au lieu de cela, le pouvoir s'est contenté de mettre en place les instruments de la gestion autoritaire et rentière du pouvoir, excluant de fait toute évolution vers l'édification d'un Etat de droit et la construction des institutions politiques, économiques et sociales au service des citoyens, garantissant le vivre-ensemble dans un climat de paix et de justice pour tous. Près de 60 ans après l'indépendance et après tant de crises et de souffrances dont dix années de violence politique inédite et 20 années de prédation et de corruption, le peuple algérien, à travers le « hiraq », a exprimé avec force son désir de changement de paradigme politique.

Le hiraq a montré que la population algérienne, en particulier les jeunes, avait atteint un haut degré de maturité politique et a exprimé pacifiquement son désir de voir se produire une vraie métamorphose du système de gestion politique du pays.

Selon M. Hamrouche, le pouvoir n'a pas saisi cette opportunité historique pour proposer un nouveau pacte politique : le compromis historique qui aurait achevé l'œuvre du mouvement national et parachever, enfin, la construction de l'Etat national et consolider le socle sur lequel doit reposer la Nation algérienne. Inquiet, il affirme : « Il faut saisir l'opportunité d'observer et de comprendre pourquoi notre pays continue à patauger dans les mêmes méprises et dans les mêmes hiatus quoique les conjonctures, les volontés, les énoncés, les procédés et les moments sont autres. » Il ne comprend pas pourquoi tant d'occasions ont été perdues depuis l'indépendance pour reprendre et achever la construction de l'édifice institutionnel qui dotera le pays des instruments indispensables à l'édification de l'Etat de droit et à la consolida-

tion et la clarification des éléments constitutifs de la Nation algérienne. M. Hamrouche est inquiet de ce qu'il interprète comme une fuite en avant du système : il n'adhère pas à la manière dont on manipule encore une fois le texte constitutionnel dans le seul but de consolider le pouvoir de fait. Il défend l'idée d'« Une Constitution dans laquelle le peuple se reconnaîtra et finira par l'adopter et la défendre » et non pas « un bail de pouvoir ».

« Les libertés collectives, la démocratie politique et syndicale, les contre-pouvoirs et les contrôles sont frappés de terribles incompréhensions et malentendus » alors qu'ils doivent être défendus par l'Etat car « ils sont essentiels pour la pérennité de la sécurité de l'Etat, la réactivité de la société, le bon exercice du pouvoir et la protection des gouvernants » et il va plus loin en affir-

mant que dans les pays avancés « la presse et les réseaux sociaux se sont mus en outils de l'exercice de la souveraineté nationale, de la protection de l'Etat et de gouvernements ». Enfin, M. Hamrouche aboutit à un diagnostic consternant sur l'état de déliquescence atteint par les institutions du pays, son jugement est sévère et sans appel : « Une situation de vide politique et organisationnel outrageant qui risque de nous englober. Aucune structure politique ou institutionnelle n'est réactive et crédible, hormis les forces de sécurité et les administrations pérennes et territoriales (instruments de la loi). Aucune force partisane ou organisation syndicale ne jouit de légitimité organique avérée ni de représentation sociale évaluée, y compris celles qui s'auraient de mythes révolutionnaires ou se flattent de ses rôles et apports passés. Aucune structure économique et financière non plus n'est capable d'impulser ou de peser de manière décisive sur le devenir économique du pays. » Un constat qui, venu d'un homme politique habituellement mesuré et tout en nuance, fait frémir ! Il en appelle à l'armée nationale, qui, dit-il, « à l'instar des armées qui comptent », a besoin de cohésion et d'harmonie dans ses seuls invincibles boucliers, le peuple et son espace. Peuple et espace l'avaient prouvé durant les mois du hiraq » et regrette que cette descende aux enfers ait conduit le système lui-même à apporter les preuves de ses échecs et des crimes commis en son nom. Par une phrase lapidaire, M. Hamrouche exprime sa profonde amertume face à « ces gâchis, ces échecs recommencés et ces perversions révélées devant des tribunaux (qui) n'autorisent plus aucun redressement ni aucune réforme. »

\*Professeur en médecine

COOPÉRATION

# Appel aux entreprises britanniques à développer des partenariats en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a appelé hier à Alger les entreprises britanniques à saisir les opportunités économiques qui s'offrent sur le marché algérien dans ses différents secteurs, tout en s'engageant à améliorer davantage le climat des affaires.



**N**ous vous encourageons à déployer, dans notre pays, des activités intensives en technologie et à participer au développement de l'ingénierie de fabrication d'équipements industriels", a déclaré M. Ait Ali Braham lors d'une rencontre d'affaires algéro-britannique sur l'investissement et le commerce, tenue par visioconférence. Ces partenariats permettront le transfert du savoir-faire et de la technologie mais aussi des possibilités de remontée dans les filières et d'ouverture de perspectives à l'export, souligne le ministre.

M. Ait Ali Braham a réaffirmé l'ouverture de l'Algérie aux grandes entreprises étrangères, et britanniques en particulier, au savoir-faire "reconnu et apprécié", afin d'accompagner les Algériens dans la réalisation des objectifs de développement économique et social à travers des partenariats gagnant-gagnant. Il a estimé, dans ce sens, que la mobilisation de l'investissement national et étranger constitue une "exigence certaine" dans cette étape "importante" par laquelle passe l'économie algérienne. Par ailleurs, le ministre a rappelé la volonté algérienne à œuvrer pour améliorer le climat des affaires, notamment à travers une refonte du code de l'investissement, afin de le rendre "plus fluide, simple et incitatif". "Ce nouveau code, qui sera promulgué très prochainement, assurera plus de garanties et de protection à l'investisseur national et étranger à travers un cadre juridique transparent, clair et stable. Il permettra, en outre, de limiter le rôle de l'administration, dans l'acte d'investir, d'encourager et d'accompagner les porteurs de projets", soutient-il. Il a également mis en exergue d'au-

tres mesures prises pour contribuer à la mise en place d'un système d'investissement "clair" permettant aux investisseurs désireux de produire en Algérie de travailler "sans entraves", notamment à travers la suppression de la règle 51-49 % pour nombreux secteurs. "Grâce à cet amendement, l'opérateur étranger pourra investir en Algérie sans distinction aucune avec l'investisseur national. Il sera, également, en mesure d'apporter ses propres fonds et de s'imputer financièrement en Algérie", affirme le ministre.

**LORD RISBY : NÉCESSITÉ D'ÉLARGIR LE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE**

Pour sa part, l'Envoyé du Premier Ministre britannique pour les Affaires économiques et commerciales avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a souligné l'intérêt d'élargir le partenariat économique entre le Royaume-Uni et l'Algérie. Il a ainsi fait savoir que lors de ses rencontres avec les responsables algériens, il a relevé leur engagement dans le développement de secteurs tels que l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, l'agriculture et les services financiers. Pour Lord Risby, chacun de ces secteurs peut trouver un intérêt auprès de partenaires de son pays afin de partager les expériences et le savoir-faire des opérateurs économiques des deux pays. De plus, le responsable britannique a estimé que la relance économique post-Covid-19 pour le Royaume-Uni et l'Algérie nécessite le développement des partenariats commerciaux. Par ailleurs, Lord Risby a rappelé que lors de sa dernière visite en Algérie en février dernier, il

a pu ressentir "un nouvel optimisme et une forte conviction que l'Algérie entre dans une période de changement positif". Un sentiment, a-t-il dit, renforcé par les nouvelles mesures introduites dans les secteurs de l'investissement et de la finance. "Je crois que c'est un moment vraiment passionnant et déterminant pour notre histoire", affirme-t-il, notant les nouvelles opportunités qui se présentent en faveur du partenariat économique entre les deux pays. Organisé par le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC), cet événement vise principalement à donner un aperçu général sur la feuille de route actuelle et post-Covid-19 des relations économiques algéro-britanniques dans l'objectif de renforcer le partenariat entre les deux pays et d'explorer les opportunités d'investissement direct étranger en Algérie. Selon les chiffres de l'ANDI, 13 projets d'investissements britanniques ont été enregistrés en Algérie entre 2002 et mi-2019. Parmi ces projets, figurent huit (8) réalisés en partenariat, un (1) en investissement direct (IDE) et quatre (4) en multi nationalité. Réalisés pour un montant de 3,662 milliards de dinars, ces 13 projets ont généré globalement 2 631 emplois directs. La répartition des projets d'investissements britanniques par secteur d'activité fait ressortir le secteur des Services en première position avec sept (7) projets d'une valeur de 661 millions de dinars, suivi du secteur de l'Industrie (4 projets d'un montant de 956 millions de dinars), le secteur des transports (1 projet d'un montant de 51 millions de dinars), et celui du tourisme (1 projet d'un montant de 1,985 milliard de dinars).

APS

Brèves

ALLEMAGNE

## Légère baisse du taux de chômage en septembre à 6,3%

**L**e taux de chômage a légèrement baissé en septembre en Allemagne à 6,3%, poursuivant une décline entamée en juillet, après une forte hausse liée à la pandémie de Covid-19, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées hier. Le nombre de chômeurs a diminué de 8 000 sur un mois, soit une baisse de 0,1 point (toujours en données CVS), selon l'Agence nationale pour l'emploi. En données brutes, le nombre de chômeurs a baissé de 108 000, pour atteindre 2,85 millions de personnes. "Les conséquences de la pandémie de coronavirus sont encore nettement visibles mais il y a des signes d'amélioration", estime Daniel Terzenbach, de l'Agence pour l'emploi, cité dans un communiqué. Avant la crise sanitaire, le taux de chômage CVS évoluait autour de 5%. Sur un an, le nombre de chômeurs reste en forte hausse, de 613 000 en données brutes. Comme l'ensemble des pays européens, l'économie allemande a été durement touchée par les conséquences de la pandémie, les restrictions pour lutter contre le Covid-19 ayant mis à l'arrêt quasi total l'appareil productif du pays entre mi-mars et mai. La première économie de la zone euro connaît une reprise économique, après une chute historique de son PIB de 9,7% au deuxième trimestre 2020. Mais le regain d'intensité du virus en Europe et l'introduction de nouvelles restrictions pourraient de nouveau freiner l'activité.

L'Allemagne a d'ailleurs décidé mardi d'introduire de nouvelles limitations, restreignant notamment le nombre de participants à des fêtes dans l'espace public et privé.

R.E

VENEZUELA

## Chute de 99% des revenus pétroliers entre 2014 et 2019

**L**e président vénézuélien, Nicolas Maduro, a affirmé mardi que son pays a enregistré entre 2014 et 2019 une chute "brutale" de 99% de ses revenus pétroliers. "Entre 2014 et 2019, le Venezuela a connu la chute la plus brutale de revenus d'exportation de son histoire, peut-être est-ce la première fois que je fais référence à ces chiffres de manière publique : En six ans, nous avons perdu 99% de nos revenus en devises", a-t-il affirmé lors d'une allocution télévisée et radiodiffusée. Depuis 2015, "le rythme de chute des revenus d'exportation du Venezuela s'élève à 30 milliards de dollars par an", a-t-il précisé. "Ce chiffre défie l'imagination, il s'avère impossible d'imaginer même l'importance de la pression qui a été imposée à notre économie", a ajouté le président vénézuélien. Selon M. Maduro, à la tête du pays disposant des plus importantes réserves de pétrole brut dans le monde, "pour chaque 100 dollars obtenus en 2014 de la vente de pétrole, aujourd'hui on obtient moins de un". Résultat, les revenus pétroliers passeront de plus de 56 milliards de dollars en 2013 "à moins de 400 millions de dollars l'an dernier", a-t-il calculé. Cette débâcle, a-t-il expliqué, "a eu pour cause principale la guerre déclarée contre les prix du pétrole" afin "d'attaquer les principaux producteurs dans le monde", et ensuite, "on est passé à la phase deux, l'effondrement, persécution totale envers l'économie et les finances du pays". Mais selon les experts, qui reconnaissent que les sanctions imposées contre le Venezuela ont "exacerbé" la crise, l'origine est à chercher dans la mauvaise gestion macro-économique et la corruption. Afin de combattre les effets de ces sanctions, M. Maduro a présenté devant l'assemblée constituante, contrôlée par ses partisans au contraire du Parlement, une loi "anti-blocus", censée aider le pays à contourner ces sanctions.

R.E

PÉTROLE

## Shell veut supprimer jusqu'à 9 000 emplois

**L**e géant pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a annoncé hier qu'il prévoyait de supprimer 7 000 à 9 000 postes dans le cadre d'une vaste restructuration pour réduire ses coûts face à la chute de la demande et des cours du pétrole. Quelque 1 500 personnes ont déjà quitté le groupe de manière volontaire, et le reste des départs, dont le nombre exact reste à finaliser, aura lieu d'ici 2022. Au total, la réorganisation devrait permettre à Shell d'économiser entre 2 et 2,5 milliards de dollars par an. Shell précise qu'il prévoit aussi une charge de dépréciation de 1 à 1,5 milliard de dollars après impôts dans ses comptes du troisième trimestre. Le groupe fait face comme

son concurrent BP, qui a également annoncé 10 000 suppressions de postes, non seulement au choc de la pandémie de coronavirus qui a plombé l'activité et les déplacements et par là-même la demande pétrolière mondiale, mais aussi au défi de la transition énergétique. Le directeur général Ben van Beurden estime, dans un entretien publié sur le site de Shell, que face au choc de la pandémie, le groupe a agi "rapidement" pour couper ses coûts notamment en éliminant le versement de son dividende, mais qu'il se doit de rester "compétitif" et a besoin de devenir plus "agile" et resserré. Shell explique notamment dans son communiqué hier qu'environ "80%" de ses ventes de gaz naturel liquéfié en 2020 ont

été liées aux prix du pétrole" et que la forte baisse de ces derniers, depuis le début de l'année, se traduit sur les marges de l'activité gazière. Entre mars et avril, les cours de l'or noir s'étaient effondrés face aux mesures de confinement à travers le monde, plongeant même brièvement en territoire négatif pour la première fois. Ils sont depuis remontés autour de 40 dollars le baril. Shell s'est donné pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, tout comme BP, qui a estimé la semaine dernière que la demande d'or noir pourrait déjà avoir atteint son pic et ne plus jamais retrouver ses niveaux d'avant le Covid-19.

R.E



CONSTANTINE

## 50 % des accidents de la circulation sont survenus dans des virages dangereux

**P**lus de 50 % des accidents de la circulation survenus depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Constantine se sont produits dans des virages dangereux, a indiqué mardi le chargé de communication auprès de la sureté de la wilaya.

"Sur un total de 215 accidents de la circulation enregistrés entre janvier et août derniers, 114 accidents de la route ont eu lieu dans des virages dangereux", a expliqué le lieutenant, Bilal Benkhelifa, en marge d'une campagne de sensibilisation organisée par ce corps constitué en collaboration avec la direction de la Protection civile (DPC) ainsi que l'association El Oufak, représentante des auto-écoles de la wilaya de Constantine. Outre le caractère dangereux des virages, ces drames de la route, recensés notamment sur les routes nationales traversant le

chef-lieu, ont été causées principalement par "l'excès de vitesse, le dépassement dangereux et le mauvais état des véhicules", a souligné la même source.

Les usagers de la route ont été sensibilisés à la nécessaire application stricte du code de la route au niveau des zones et virages dangereux considérés comme "les points noirs du trafic routier" au cours de cette sortie sur le terrain, effectuée sur les axes routiers de la RN 5, notamment sur les tronçons reliant les cités de Zouaghi Slimane à Kouhil Lakhdar et la localité d'Ain El Bey à la cité Boussouf, où plusieurs accidents de la route ont été signalés.

"En sus du respect du code de la route, le contrôle technique périodique des véhicules et l'authenticité des pièces de rechange peuvent éviter de nombreux accidents mortels", a indi-

qué à l'APS, Moulaf Issac, représentant de l'association El Oufak, mettant l'accent sur ce phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur et l'importance de sensibiliser les usagers de la route.

De leur côté, certains usagers de la route sensibilisés ont appelé à la multiplication des panneaux publicitaires avertissant les usagers de la route de ces points noirs, la rénovation des plaques de signalisation et la restauration des routes dégradées pour réduire les accidents de la circulation.

Dans la wilaya de Constantine, 17 personnes ont perdu la vie et 295 autres ont été blessées dans les 215 accidents de la route enregistrés depuis le début de l'année en cours, selon les statistiques présentées lors de cette journée par les services de la police, a-t-on signalé.

## Brèves

M'SILA

**Concrétisation de six opérations dans le secteur de l'éducation**

Six (6) opérations portant sur la réalisation et la réhabilitation d'infrastructures éducatives dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila ont été concrétisées depuis 2017, ont rapporté mardi les services de la wilaya. Il s'agit de la réalisation d'extension et de la réfection de 201 classes et 56 cantines scolaires et le raccordement de 27 écoles primaires à l'électricité générée par énergie solaire, a-t-on précisé de mêmes sources. Les opérations ont nécessité une enveloppe financière de plus de 1,4 milliard de DA, puisée du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, a-t-on expliqué, détaillant que ces réalisations ont eu un impact "positif" sur la scolarisation des élèves, notamment ceux résidant dans les régions éloignées du chef lieu. La wilaya de M'sila a entamé depuis plusieurs années des opérations de raccordement des établissements scolaires en énergie solaire, dans l'objectif d'alléger les charges de gestion de ces établissements, ont rappelé les services de la wilaya.

**DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ DE DJELFA****Près de 4 milliards de DA de créances**

Les créances de la société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Djelfa auprès de ses clients avoisinent les quatre milliards de DA, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de cette société. "Ces créances, dues par les clients jusqu'à août dernier, se répartissent à raison de 2,1 milliards de DA détenus par les ménages, 1,2 milliard par le secteur économique, et 648 millions de DA détenus par les administrations publiques", a indiqué, à l'APS, la chargée de la communication auprès de cette direction, Radia Bencherif. A cela, s'ajoutent près de 664 millions de DA de créances liées aux travaux d'approvisionnement en électricité et en gaz, a-t-elle ajouté. La direction de distribution de l'électricité et de gaz de Djelfa, qui a lancé un appel à ses clients à régler leurs factures impayées, "en vue d'assurer un équilibre financier pour cette société", a signalé n'avoir pas encore procédé "à des coupures de l'alimentation en énergie notamment pour les ménages, en raison de la conjoncture sanitaire traversée par le pays", est-il signalé de même source. Mme Radia Bencherif a rappelé, à l'occasion, les différents modes de paiement assurés aux abonnés de la Sonelgaz, dans le cadre de la nouvelle politique de modernisation du secteur, dont le paiement électronique par la carte Edahabia (d'Algérie Telecom), et par carte bancaire, en plus du mode de paiement classique auprès des agences commerciales.

## GUELMA/ CÉRÉALES

**Renforcement de la capacité de stockage "à partir de 2021"**

*La capacité de stockage des céréales sera renforcée à Guelma "à partir de l'année 2021" avec l'achèvement de 5 nouvelles structures d'une capacité totale de 650 000 quintaux, et ce, dans le but de remédier au déficit enregistré en la matière à travers la wilaya, a affirmé mardi, le wali Kamel Eddine Kerbouche.*



À l'issue d'une réunion technique tenue au siège de la wilaya, consacrée à l'étude de la situation des entrepôts de stockage de céréales, la wali a indiqué à l'APS que le programme mis au point, à cet effet, vise à pallier au manque des structures de stockage en vue de garantir l'entreposage de toute la production locale s'élevant annuellement à environ 1 700 000 qx, soulignant que la moitié est actuellement stockée dans les entrepôts d'autres wilayas. Le chef de l'exécutif local a fait savoir, à ce propos, que le taux d'avancement des travaux de construction d'un nouvel entre-

pôt dans la commune de Belkheir est d'environ 90%, et devrait être achevé "avant la fin de l'année 2021", soulignant que cette structure "importante" sera dotée d'une capacité de stockage de l'ordre de 200 000 qx, en plus d'être implantée dans le périmètre de la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de la même collectivité locale. Le même responsable a également rappelé que la wilaya a bénéficié de 4 nouveaux projets pour la réalisation d'autres structures d'une capacité totale de stockage de 450 000 qx de différentes sortes de céréales, assurant avoir exhorté les orga-

nismes et les services administratifs concernés à accélérer l'achèvement des démarches administratives pour entamer les travaux "le plus tôt possible". Selon la même source, des assiettes foncières devant accueillir 3 projets ont été retenues et évacuées, à savoir un grand entrepôt s'étendant sur 4 ha dans la commune de Tamoulouka, d'une capacité de stockage de 300 000 qx, en plus de 2 petits entrepôts dans les communes de Roknia et Ain Larbi d'une capacité de 50 000 qx chacun. Le wali a ajouté en outre que l'opération est en cours pour régulariser la situation du ter-

rain destiné à accueillir un autre entrepôt dans la commune de Ras El Agba, d'une capacité de stockage de l'ordre de 50 000 qx. Après avoir écouté les interventions des représentants de la direction régionale de la CCLS, la direction des services agricoles, la Chambre d'agriculture et du Conseil professionnel de la filière céréales, le wali a mis l'accent sur la "nécessité de déterminer scrupuleusement les superficies allouées aux céréales, les quantités concrètes produites à travers la wilaya ainsi que les quantités destinées au stockage, pour une meilleure gestion de la production".

## ILLIZI

**Caravane de vulgarisation agricole**

Une caravane de vulgarisation agricole et de développement de l'arboriculture fruitière a été lancée mardi dans la wilaya d'Illizi, à l'initiative de la direction des services agricoles (DSA). Retenue au titre de la célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole (1er octobre) placée cette année sous le signe de "modernisation et diversification de la production agricole, appui à la sécurité alimentaire et lutte contre les crises", cette caravane, dont la première halte est observée dans les périmètres de Benzayeb et Belbachir, vise l'accompagnement des agriculteurs. Selon les organisateurs, elle

permettra à cette catégorie professionnelle de s'imprégner, à travers des conseils et des orientations, de techniques de développement et de protection des arbres fruitiers contre les maladies parasitaires, ainsi que de modernisation des activités agricoles en vue d'améliorer la qualité et les rendements, a indiqué à l'APS le chargé de la vulgarisation à la DSA. L'explication des modalités et conditions d'adhésion à la Chambre de l'agriculture et d'acquisition de la carte de "Fellah" offrant divers avantages et services à même d'aplanir les contraintes rencontrées par les agriculteurs, sont aussi au programme de la caravane, a fait

savoir M. Tahar Sahnoun. Initiée avec le concours de la Conservation des forêts, de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et le service de la protection végétale, cette caravane donne lieu également à la distribution aux agriculteurs de plants d'arbustes fruitiers, de brise-vents, d'insecticides et d'engrais. Plus de 850 agriculteurs, dont 58 agricultrices, de la wilaya d'Illizi ont bénéficié durant le premier semestre de l'année en cours de diverses actions de vulgarisation agricole encadrées par des spécialistes dans les domaines agricole et d'élevage.

BECHAR

# 81 médecins spécialistes en formation à l'Université Tahri Mohamed

*Pas moins de 81 médecins, toutes spécialités confondues, sont en formation au niveau de la Faculté de médecine de l'Université Tahri Mohamed de Bechar, a-t-on appris mardi du recteur de l'université.*



"Auparavant, six (6) spécialistes ont été formés dans la faculté, unique du genre dans le sud-ouest du pays, et ce dans le souci de répondre aux besoins en spécialités médicales dans la région, notamment Bechar, Adrar et Tindouf", a indiqué le Pr Said Maamouri. L'année universitaire 2020/2021 verra la sortie d'une promotion de 22 spécialistes en anesthésie-réanimation, chirurgie-générale, radiothérapie, oncologie, anatomie et histologie, ainsi qu'en sciences médicales, a précisé, pour sa part, Dr Bourmita Younes, vice-doyen de la Faculté

de médecine. Elle verra aussi la sortie d'une promotion de 32 médecins généralistes issus de la région, qui exerceront au niveau des wilayas de Bechar, Adrar et Tindouf, constituant un apport "très important" à la prise en charge des patients à travers ces régions du sud-ouest du pays, a-t-il ajouté. Cet apport en personnel médical spécialisé de l'Université "Tahri Mohamed" a été obtenu grâce aux contributions et aux efforts déployés par le Pr Jamal Eddine Khelif, doyen de la Faculté de médecine, et son équipe, dans la formation de cadres médicaux et

scientifiques, et aussi grâce aux multiples soutiens du ministère de l'Enseignement supérieure et de la Recherche scientifique, a encore déclaré Pr Maamouri. Il a souhaité le lancement du projet de la nouvelle Faculté de médecine, inscrite et retenue pour la région, "appelée à répondre aux besoins en matière de formation universitaire des futurs praticiens et spécialistes de la santé pour toute la région du Sud-ouest". Actuellement, "300 étudiants sont inscrits en sciences médicales et rejoindront les différentes structures hospitalières de la région du Sud-ouest du pays dès 2025",

selon Dr Bourmita. La Faculté de médecine de Bechar, ouverte durant l'année universitaire 2014/2015, constitue "un atout très important" pour le futur projet de Centre hospitalo-universitaire de Bechar, puisqu'elle répondra aux besoins de la future infrastructure sanitaire et universitaire en personnel médical spécialisé, selon le Pr Maamouri. En outre, le recteur de l'Université Tahri Mohamed de Bechar a appelé à la prise en charge des préoccupations sociales du personnel médical, notamment en matière de logement.

Brèves

CENTRE VILLE DE BLIDA

Changement dans le programme de distribution d'eau potable

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Blida a annoncé la mise au point d'un nouveau programme de distribution de l'eau potable pour le centre ville de Blida, adapté aux besoins des citoyens. Selon un communiqué rendu public par la structure, un nouveau programme pour la distribution de l'eau potable, adapté aux besoins des citoyens, a été mis en place, dans le cadre de l'amélioration de cette prestation publique (alimentation en eau potable). Le document a signalé un changement dans la plage horaire de distribution de l'eau potable, qui commence désormais à partir de 7h00 de la matinée, jusqu'à minuit. L'unité ADE de Blida a fait part, en outre, d'un renforcement grâce à six pompes, affectées par la commune de Blida, pour l'amélioration de l'AEP au niveau des quartiers du chef lieu de la wilaya. La même source a fait cas du lancement aujourd'hui, mardi, des travaux de remplacement de deux pompes au niveau des forages 17 et 18 de Mermane. A noter que de nombreux quartiers de la ville de Blida ont enregistré, ces derniers jours, une perturbation dans la distribution de l'eau potable, ayant suscité la grogne des citoyens.

MASCARA

380 familles bénéficient de l'alimentation en gaz de ville

Pas moins de 380 familles de la localité d'El Krannif (Mascara) ont bénéficié, mardi, du réseau de distribution de gaz de ville. La cérémonie de mise en service du réseau de distribution du gaz de ville a été présidée par le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda lors d'une visite de travail qu'il a effectuée dans plusieurs communes de la wilaya. La concrétisation de ce réseau d'un montant de 15, 8 millions DA a été financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, a-t-on indiqué. Lors de cette visite qui l'a menée dans la commune de Chorfa, le chef de l'exécutif de la wilaya a mis en service le réseau d'électrification rurale au profit de 25 familles habitant la localité d'El Anatra, une opération de raccordement d'un coût de 2, 55 millions DA, de même qu'un réseau similaire au niveau du village Ouled Ali Bouziane au profit de 40 foyers pour un coût de 8, 73 millions DA. Au niveau de la commune de Oggaz, il a été procédé au raccordement de 120 foyers au réseau d'électrification rurale, au niveau du village "Ahi Ouanane", à travers la réalisation d'un réseau de transport de 5, 64 kilomètres linéaires pour un coût de 23, 2 millions DA. A Sig, le wali s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'un pôle sportif qui dispose d'une salle omnisports, d'un terrain d'athlétisme, d'une piscine semi-olympique, en plus d'un stade de football d'une capacité de 20.000 places. Certaines parties de ce projet ont été livrées en attendant l'achèvement des travaux d'aménagement extérieurs du stade de football.

EHU D'ORAN

Les médecins de affectés à l'hôpital de Haï Ennedjma regagnent leurs services

Les médecins spécialistes de l'EHU d'Oran (1er novembre 1954) affectés à l'Hôpital de Haï Ennedjma (Ex Chtaibo) dans le cadre de la prise en charge des malades Covid-19 ont regagné leurs services habituels au sein de leur établissement d'origine à l'exception des médecins spécialistes en pneumologie et maladies infectieuses et les réanimateurs, a-t-on appris mardi auprès de l'EHU d'Oran. En raison de la diminution significative du nombre de cas positifs de Covid-19, les médecins spécialistes, généralistes, paramédicaux de différentes spécialités de l'EHU

d'Oran, affectés à l'hôpital de Haï Ennedjma ont rejoint hier leurs services à l'EHU d'Oran, exceptés les médecins spécialistes en pneumologie et maladies infectieuses et l'équipe des réanimateurs qui restent toujours mobilisés pour faire face à toute éventualité, a souligné la même source. Ces équipes ont eu à traiter 127 malades hospitalisés et plus de 400 consultations de cas positifs confirmés pour le traitement en ambulatoire avec contrôle assuré ainsi que pour l'hospitalisation, et ce, depuis le début du mois de juin, date de l'ouverture de l'Hôpital de Haï Ennedjma.

L'ouverture de cet hôpital de 240 lits a été faite dans le but d'atténuer la charge sur l'EHU et le CHU d'Oran qui connaissaient une grande affluente des patients et des chiffres allant jusqu'à 300 consultations/jour. En tout, 56 médecins tous grades et services confondus, 62 infirmiers, 10 préparateurs en pharmacie, un laboratoire d'analyses médicales sur place avec tout son staff technique, 10 femmes de ménages ainsi que le staff administratif et sécuritaire étaient mobilisés au niveau de l'Hôpital de Haï Ennedjma dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, a souligné la même source.



TENNIS / ROLAND-GARROS

# Bertens victorieuse mais sort en fauteuil roulant



**L**a N.8 mondiale Kiki Bertens, venue à bout de l'Italienne Sara Errani après plus de trois heures de combat, n'a pu quitter le court N.14 qu'en fauteuil roulant, au deuxième tour de Roland-Garros, mercredi. Bertens a même écarté une balle de match à 6 jeux à 5 dans la manche décisive, avant de l'emporter 9 jeux à 7 (7-6 (7/5), 3-6, 9-7) et de s'ef-

fondrer à terre.

Cuisses, bras, et même doigts : tout le corps de la Néerlandaise avait l'air de la faire souffrir sur sa chaise à même le court, où elle s'est réfugiée après s'être imposée au bout de l'effort.

Ni l'intervention du médecin ni les massages et les poches de glace prodiguées par le kiné ne l'ont visiblement soulagée. Si bien que c'est en

fauteuil roulant, et en laissant échapper un dernier cri de douleur, qu'elle a fini par être évacuée du terrain, de longues minutes après sa victoire.

Si elle est en état, Bertens affrontera la Russe Anastasia Pavlyuchenkova ou la Tchèque Kateřina Siniaková pour une place en huitièmes de finale.

Brèves

BELGIQUE

Cinq nouveaux joueurs parmi les 33 appelés

Le sélectionneur de la Belgique Roberto Martinez a convoqué 33 joueurs pour le prochain rassemblement des Diables Alors que la Belgique doit affronter contre la Côte d'Ivoire en amical (8 octobre), avant de jouer deux matches de Ligue des Nations face à l'Angleterre (11 octobre) et l'Islande (14 octobre), Roberto Martinez a convoqué un groupe de 33 joueurs. Cinq nouveaux visages sont présents : le défenseur Sebastian Bornauw (Cologne), le latéral Joris Kayembe (Charleroi, ex-FC Nantes), l'ailier Dodi Lukebakio (Hertha Berlin, ex-Toulouse FC), le latéral Alexis Saelemaekers (AC Milan) et le défenseur Zinho Vanheusden (Standard Liège). Bornauw, Saelemaekers et Vanheusden seront présents seulement contre la Côte d'Ivoire, avant de rejoindre les Espoirs. Landry Dimata (Anderlecht), présent lors du dernier rassemblement, n'a pas été convoqué.

R.S

TRANSFERT

Wesley Fofana (Saint-Etienne) à Leicester

Le défenseur français Wesley Fofana, 19 ans, va quitter Saint-Etienne pour rejoindre le club anglais de Leicester, a annoncé mardi le club français. Les deux formations se seraient entendues sur une somme de 40 millions d'euros environ, dont 5 M EUR de bonus, selon la presse spécialisée, un record pour Saint-Etienne. Le transfert ne sera officialisé qu'après la traditionnelle visite médicale que Fofana (19 ans) devrait passer mercredi avant de signer un contrat de cinq ans. Wesley Fofana, originaire de la région marseillaise (sud), a été formé à Saint-Etienne où il était arrivé en 2015. Wesley Fofana a joué la saison dernière 14 matches de Ligue 1 (quatre pour 2020-2021) et six en coupe de France dont la finale, deux en coupe de la Ligue et deux en Ligue Europa. "A seulement 19 ans, il est considéré comme l'un des plus grands talents français de sa génération", dit Saint-Etienne dans son communiqué.

R.S

LIGUE DES CHAMPIONS

Kiev et l'Olympiakos qualifiés pour la phase de groupes

Le Dynamo Kiev et l'Olympiakos ont arraché leur qualification mardi pour la phase de groupes de la prochaine Ligue des champions, aux dépens respectivement des Belges de La Gantoise et des Chypriotes de Nicosie. Les Ukrainiens étaient allés gagner la semaine dernière en Belgique (2-1) et ils n'ont eu aucun mal à récidiver (3-0) à domicile. L'Olympiakos a assuré un modeste 0-0 à Chypre, largement suffisant pour se qualifier après avoir gagné le match aller au Pirée (2-0). Ces matches concernaient indirectement l'Olympique de Marseille, en fonction des coefficients UEFA des clubs engagés dans ces barrages et susceptibles de repousser l'OM dans le chapeau 4, jeudi, lors du tirage au sort de la phase de groupes de l'édition 2020-21. Pour que l'OM soit placé dans le chapeau 3, il faudrait que deux des trois favoris (Olympiakos, Salzbourg, Krasnodar), tous vainqueurs au match aller, soient éliminés au match retour. Les Grecs se sont qualifiés ce soir, les Autrichiens et les Russes joueront mercredi soir. Les résultats des barrages de C1 mardi: Omonia Nicosie (CYP) (+) Olympiakos (GRE) 0-0 (aller: 0-2) (+) Ferencvaros (HUN) - Molde (NOR) 0-0 (aller: 3-3) (+) Dynamo Kiev (UKR) - La Gantoise (BEL) 3-0 (aller: 2-1) (+) club qualifié pour la phase de groupes de la C1.

R.S

UN PRIX UEFA AU PARFUM DE BALLON D'OR  
**Lewandowski et Neuer, qui va l'emporter ?**

Qui va obtenir le prix du meilleur joueur d'Europe décerné jeudi par l'UEFA ? Robert Lewandowski et Manuel Neuer, en quête l'un comme l'autre d'une première distinction individuelle de ce niveau, partent avec une longueur d'avance sur le milieu belge Kevin De Bruyne, troisième finaliste, étincelant en Premier League mais handicapé par la saison en demi-teinte de Manchester City.



Et puisque, fait inédit depuis 1956, le Ballon d'Or ne sera pas attribué en 2020 en raison de la pandémie de coronavirus qui a tant perturbé les compétitions de football, les trophées de l'UEFA attendent toutes les convoitises avant leur remise jeudi soir en marge du tirage au sort de la phase de poules de la C1 à Nyon, en Suisse (17h). Pour succéder au défenseur central de Liverpool Virgil Van Dijk, Lewandowski et Neuer émergent d'un collectif bavarois plus dominateur que jamais: en comptant Thomas Müller (6e), Thiago Alcántara (8e, transféré entretemps à Liverpool) et Joshua Kimmich (9e), le Bayern a trusé la moitié du Top 10 dévoilé la semaine dernière par l'UEFA.

**Lewandowski clinique, Neuer spectaculaire**  
A 32 ans, le Polonais a été le principal artisan du triplé Championnat-Coupe d'Allemagne-C1 du "Rekordmeister", emplant 34

but en Bundesliga et 15 sur la scène européenne. Fin août, son entraîneur Hansi Flick militait pour qu'il soit désigné footballeur Fifa de l'année, une cérémonie dont la tenue reste incertaine: "Je ne vois actuellement aucun joueur qui aurait mérité plus que lui." Canonier toujours aussi clinique, "Levy" a brisé une double malédiction: l'échec sur lequel il était resté en 2013, finaliste malheureux de la Ligue des champions avec Dortmund face au Bayern, et sa propre difficulté à être décisif dans les dernières marches du tournoi continental. Auteur d'un feu d'artifice en huitièmes de finale face à Chelsea (trois buts et quatre passes décisives), il y a ajouté un but en quarts, lors de l'humiliation infligée à Barcelone (8-2), et un en demi-finale face à Lyon (3-0). Sera-t-il desservi par sa copie vierge en finale ? A l'inverse, Manuel Neuer, 34 ans, a été particulièrement en vue face

au PSG, écoeurant les Parisiens pendant une première période où ils semblaient faire jeu égal: parades spectaculaires, fiabilité en relance, surnombre apporté loin de sa surface, toute la panoplie qui fait sa marque y est passée. **Enfin un gardien sacré ?** Entamée par un débat sur sa place de numéro un en équipe nationale, 2020 a parachevé une décennie dorée pour le portier formé à Schalke: deux Ligues des champions avec celle de 2013, la Coupe du monde 2014 avec l'Allemagne, huit fois vainqueur de la Bundesliga et six fois de la Coupe d'Allemagne. L'Allemand pourrait devenir le premier gardien à remporter un trophée individuel majeur depuis le Ballon d'Or attribué en 1963 au Russe Lev Yachine: un symbole, tant son jeu à haut risque et son habileté au pied font régulièrement de lui un onzième joueur de champ. "Manu est dans une catégorie à part, incroyable", a vanté son sé-

lectionneur Joachim Löw dans Kicker. "Je n'ai rien contre Robert Lewandowski, c'est un buteur de super classe, mais pour moi, le footballeur de l'année, c'est Manuel Neuer". Côté joueuses, le jury composé de 80 entraîneurs de clubs et 55 journalistes de médias européens, dont l'AFP, a plébiscité deux gagnantes de la C1 avec l'OL - la Française Wendie Renard et l'Anglaise Lucy Bronze, déjà lauréate l'an dernier et transférée cet été à Manchester City. La Danoise Pernille Harder, qui vient d'arriver à Chelsea en provenance de Wolfsburg, complète la liste. Le prix de meilleur entraîneur masculin de l'année, nouvellement créé, reviendra forcément à un Allemand: Hansi Flick (Bayern Munich), Jürgen Klopp (Liverpool) ou Julian Nagelsmann (Leipzig). Côté compétitions féminines, Lluís Cortés (FC Barcelone), Stephan Lerch (Wolfsburg) et Jean-Luc Vasseur (Lyon) sont finalistes.

Source : Euro-sport

LIONEL MESSI (FC BARCELONE)

"J'aimerais mettre un point final aux désaccords"

Lionel Messi a demandé que "tous les supporters de Barcelone s'unissent" pour "mettre un point final aux désaccords possibles" au sein du club, dans une interview mercredi dans le quotidien Sport. Hier, le capitaine du FC Barcelone est notamment revenu, dans le quotidien Sport, sur de dernières semaines agitées. "Après tant de désaccords, j'aimerais mettre un point final. Tous les supporters de Barcelone doivent s'unir pour penser que le meilleur est à venir", estime la star absolue du club blaugrana, finalement restée au Barça après avoir

exprimé le souhait de partir cet été. Messi avait demandé à son club de toujours de résilier son contrat courant jusqu'en juin 2021, en vertu d'une clause de départ qui, selon le club, n'était plus valable cet été. "J'assume mes erreurs, et si j'en ai fait c'était seulement pour rendre le FC Barcelone meilleur et plus fort", ajoute le capitaine du Barça dans cette interview exclusive au journal barcelonais. "Je voudrais envoyer un message à tous les 'socis' (socios, abonnés, en langue catalane, ndr) et à tous les fans qui nous suivent : si

quelqu'un a pu être importuné par ce que j'ai fait ou dit, qu'il sache que je l'ai toujours fait dans l'intérêt supérieur du club". "Il faut ajouter la passion à l'imagination pour atteindre nos objectifs, nous devons rester unis et regarder dans la même direction", a ajouté le multiple Ballon d'Or. Deux de ses proches au sein de l'effectif du Barça sont partis cet été, Luis Suárez à l'Atlético Madrid et Arturo Vidal à l'Inter de Milan. Le nouvel entraîneur, Ronald Koeman, ne comptait plus sur eux.

R.S

SPORTIFS D'ÉLITE ET DE HAUT NIVEAU

# Des accès à l'emploi et études envisagés par le MJS

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) compte mettre au point des mécanismes devant permettre aux sportifs d'élite et de haut niveau, selon leur niveau scolaire, d'accéder à des postes au sein des corps de l'administration publique ou de bénéficier de formations dans le secteur de la jeunesse et des sports.



A cet effet, une correspondance du directeur général des sports au MJS a invité mardi les présidents de 27 Fédérations algériennes à "communiquer dans les meilleurs délais" les niveaux scolaires des athlètes figurant dans "la liste nominative des sportifs d'élite et de haut niveau ainsi que leurs entraîneurs ayant réalisé des performances sportives au titre de l'année 2019". Les fédérations concernées sont celles de handisport, karaté-do, athlétisme, judo, tir sportif, luttas associées, aviron et canoë-kayak, cyclisme, natation, gymnastique, hal-térophilie, volley-ball, badminton, voile,

boxe, escrime, tennis de table, sports équestres, triathlon, kung-fu wushu, sport universitaire, vietnam, vovinam viet vo dao, kempo, bobbybuilding et powerlifting, yoseikan-budo et ju-jitsu. Cette démarche permettra au ministère de la Jeunesse et des Sports d'établir "une base de données de cet aspect déterminant les conditions d'accès à certains corps de l'administration publique et en matière d'étude et de formation dans le secteur de la jeunesse et des sports". Le MJS précise, en outre, que cette mesure est prise "conformément au décret exécutif n.15-23 du 11 août 2015 fixant les modalités d'application des dispositions statutaires re-

latives aux sportifs d'élite et de haut niveau, notamment dans ses articles 19 et 20 et sur la base de la décision ministérielle N.072 SPM du 27 mai 2020 portant liste nominative des sportifs d'élite et de haut niveau ainsi que leurs entraîneurs ayant réalisé des performances sportives au titre de l'année 2019". Des athlètes de haut niveau ont exprimé récemment leur dépit, en raison de ce qu'ils qualifient de "manque de considération" envers leur personne, déplorant également "une situation sociale handicapante et néfaste" pour leur préparation en prévision des grands rendez-vous sportifs.

## QUALIF. AFROBASKET 2021

### "Replacer l'Algérie parmi les meilleures nations du continent"

La sélection algérienne de basket-ball, versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, avec le Nigeria, le Mali et le Rwanda, "fera le maximum pour décrocher une qualification" à la phase finale du tournoi et "figurer ainsi parmi les meilleures nations du continent", selon l'arrière Samir Mekdad. "L'Algérie n'a plus participé à l'AfroBasket depuis 2015 et notre mission pendant ces éliminatoires de l'édition 2021 consistera donc à essayer de se qualifier, pour replacer le basket algérien aux devants de la scène internationale. Je pense que nous disposons de tous les moyens nécessaires pour y parvenir, car outre de bons joueurs, nous disposons aussi d'un bon encadrement technique", a déclaré le joueur de 33 ans, dans un entretien accordé au site de la Fédération internationale de basket (FIBA). Mekdad a cependant reconnu que la tâche s'annonce ardue, en raison du manque de préparation car, selon lui, la pandémie du nouveau coronavirus a considérablement chamboulé les plans de la sélection algérienne. La crise sanitaire mondiale a, en effet, gelé le basket en Algérie depuis le mois de mars, et ce n'est que la semaine

dernière que le sélectionneur Bilal Faid a pu regrouper une partie de son équipe à Alger. "Je suis actuellement en France, mais je suis en contact permanent avec l'équipe. Je n'ai pas pu venir, mais dès que le confinement sera levé et que ma situation professionnelle sera claire, je ferai tout pour aider mon pays à se qualifier pour l'AfroBasket. Porter le maillot de la sélection nationale a énormément de signification pour moi", a-t-il ajouté le joueur du Rouen Métropole (Pro-B français). "Je ne cesse de dire à mes coéquipiers qu'ils doivent se préparer à aller au combat, car le Nigeria, le Mali et le Rwanda sont de redoutables concurrents", a prévenu Mekdad, en faisant appel aux supporters pour apporter leur soutien à la sélection nationale de basket. "Le basket est en plein développement en Algérie. Pendant l'AfroBasket 2015, beaucoup de fans s'étaient déplacés pour nous voir jouer, ce qui signifie qu'ils sont là, prêts à nous soutenir. Un apport psychologique qui nous rendra encore plus forts, comme cela a été le cas pour la sélection nationale de football qui, grâce au soutien de tout un peuple, est allée ramener le titre afri-

cain du Caire. Pour nous, c'est une bonne source d'inspiration", a-t-il fait le parallèle. La meilleure participation de l'Algérie à une phase finale d'AfroBasket a été celle de 2001, lorsqu'elle avait décroché la 2e place, avec à la clé une qualification à la Coupe du monde FIBA-2002. Après avoir raté les éditions de 2007, 2009 et 2011, l'Algérie a disputé le tournoi de 2015, avant de s'absenter une nouvelle fois en 2017. Aujourd'hui, avec la bonne dynamique qui règne en son sein, la sélection algérienne considère que le moment est venu d'écrire un nouveau chapitre de son histoire avec ce tournoi continental majeur. Un chapitre entamé par une victoire à l'arrachée dans la mini-série contre le Cap-Vert, disputée en début d'année dans le cadre des pré-éliminatoires de l'AfroBasket 2021. "Ces deux matchs face au Cap-Vert ont permis de mettre à l'épreuve notre détermination. Nous sommes heureux d'avoir obtenu notre qualification pour les éliminatoires, mais nous sommes conscients qu'il nous faudra travailler très dur pour rivaliser avec les meilleures nations d'Afrique", a conclu Mekdad.

R.S

## Brèves

### TENNIS / FÉDÉRATION ALGÉRIENNE

#### L'AGO reprogrammée pour samedi à Alger

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), initialement prévue le 26 septembre mais reportée faute de quorum, se tiendra finalement samedi à la salle de conférences du stade 5-Juillet (Alger). "L'AGO aura lieu samedi prochain à partir de 09h30. A l'issue de cette AGO, un point de presse sera animé par le président de l'instance fédérale par intérim, Mohamed Lazar", a écrit la FAT dans un communiqué, précisant que "les travaux de cette AGO ne seront ouverts qu'aux membres statutaires". Seuls 14 membres avaient répondu samedi dernier présent sur les 34 qui composent l'AG, en dépit des invitations adressées par la FAT. "Un seul point était à l'ordre du jour de cette AGO, à savoir l'adoption ou le rejet des bilans moral et financier de l'exercice 2019, mais des membres ont voulu changer et passer à une assemblée extraordinaire. Plusieurs ont refusé cette idée", avait déclaré à la presse le président de la FAT par intérim, Mohamed Lazar, sachant que certains membres ont demandé de trancher la situation du président élu Mohamed Bessaad, "suspendu temporairement" fin 2019 par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, pour "mauvaise gestion". Pour rappel, la FAT a connu une année 2020 compliquée où trois présidents se sont succédés pour assurer l'intérim. Il s'agit de Boualem Hadj-Ali, Mohamed Dahmani et Mohamed Lazar.

R.S

### FOOTBALL / ESPAGNE - REAL MADRID

#### Problème musculaire pour l'attaquant belge Hazard

L'attaquant international belge du Real Madrid, Eden Hazard, n'a pas figuré dans le groupe appelé à affronter Valladolid hier soir, dans le cadre de la 4e journée de Liga espagnole de football, car souffrant d'une blessure musculaire à la jambe droite. Le joueur de 29 ans, déjà absent pour cause de blessure, devait faire sa première apparition de la saison contre Valladolid, actuel 17e de Liga. Mais cette nouvelle blessure, annoncée hier par le club, devrait l'éloigner des terrains pour au moins deux semaines. Un souci physique qui devrait le priver également des trois prochaines rencontres de la Belgique : le 8 octobre face à la Côte d'Ivoire, en amical, puis les 11 et 14 en Angleterre et en Islande, en Ligue des nations. Cette blessure pourrait aussi remettre en cause la participation d'Eden Hazard au Clasico face au FC Barcelone, prévu à la fin du mois d'octobre. Un terrible coup dur pour le Belge aux 105 sélections, alors que son entraîneur, le Français Zinedine Zidane, avait estimé mardi qu'il était prêt à retrouver les terrains. "Je le vois très proche d'un retour, car il s'entraîne bien avec l'équipe", avait rassuré en conférence de presse le champion du monde 1998.

R.S

### FOOT / PREMIER LEAGUE ANGLAISE

#### Ross Barkley prêt pour une saison à Aston Villa

Le milieu offensif international anglais de Chelsea, Ross Barkley, a été prêt pour une saison à Aston Villa, ont annoncé hier les deux clubs. Le joueur de 26 ans, qui compte 33 sélections, était confronté à une rude concurrence chez les Blues, surtout avec l'arrivée cet été d'Hakim Ziyech et de Kai Havertz, alors que l'effectif compte déjà plusieurs joueurs de renom, comme Mason Mount et Christian Pulisic. Avec l'Euro-2020, prévu l'été prochain après son report d'un an en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, Barkley avait besoin de s'assurer un certain volume de temps de jeu, pour espérer être sélectionné avec l'Angleterre, d'où sa décision de changer d'air. Il va ainsi renforcer l'effectif d'une équipe qui s'est maintenue en extrême la saison passée, mais qui a démarré sa saison 2020/2021 par deux victoires en championnat. Milieu offensif formé à Everton, où il a fait ses débuts professionnels à 18 ans, Barkley était arrivé en janvier 2018 à Chelsea, avec qui il a disputé 86 matches, inscrivant 11 buts. Il pourrait débiter en championnat dimanche face à Liverpool, une perspective qui a de quoi ravir Toffee.

R.S

Brèves

SYRIE

**Neuf civils assassinés par Daech dans la province de Hama**

Neuf civils ont été assassinés mardi par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) dans la province de Hama, dans le centre de la Syrie, a rapporté l'agence de presse syrienne SANA. Ces neuf civils ont été tués par des terroristes de l'EI alors qu'ils gardaient des tombes près du village de Fasdeh, à l'est de Salamiyah, dans la campagne orientale de Hama, selon SANA. Citant des sources médicales, SANA a indiqué que les corps des victimes avaient été amenés à un hôpital de Salamiyah. L'armée syrienne s'est immédiatement lancée à la poursuite des éléments de l'EI, qui ont fui en direction d'une zone désertique, a précisé l'agence de presse.

IRAQ

**Trump a promis de retirer les troupes américaines**

Le Premier ministre irakien Mustafa Al-Kadhimi a déclaré mardi que le président des Etats-Unis, Donald Trump avait promis, lors de sa visite à Washington le mois dernier, de retirer toutes les troupes américaines d'Irak. "Lors de ma visite à Washington et au cours de ce dialogue stratégique, le président des Etats-Unis a clairement annoncé le retrait des troupes américaines d'Irak", a déclaré M. Al-Kadhimi lors de cette réunion du cabinet. "Cette déclaration de dialogue stratégique était claire et comprenait un retrait (des troupes américaines) de toutes les bases militaires en Irak et de les déployer ensuite hors d'Irak", a déclaré M. Al-Kadhimi dans une vidéo publiée sur la page Facebook officielle de son service de presse. Le 18 août, M. Al-Kadhimi a conduit une délégation à Washington pour une visite officielle, au cours de laquelle il a organisé une série de réunions avec des responsables américains et a assisté à la seconde session du dialogue stratégique américano-irakien. Plus tôt en septembre, le général Kenneth McKenzie, directeur du Commandement central de l'armée des Etats-Unis, a déclaré que le Pentagone rabaisserait le niveau des troupes américaines d'Irak de 5.200 à 3.000 en septembre.

COLLECTE D'ARMES

**Le Soudan détruit 300.000 armes à feu illégales**

Le gouvernement soudanais a procédé mardi à la destruction de 300.000 armes à feu non autorisées confisquées dans le cadre du projet national de collecte d'armes à feu. Lors d'une cérémonie tenue dans la région de Hajar al-Asal, dans le nord du Soudan, Ibrahim Jabir Ibrahim, membre du Conseil souverain, a annoncé que la destruction de ces armes détenues sans autorisation mettait fin aux trois premières phases du projet de collecte d'armes. Il a également déclaré le début de la 4e phase, lors de laquelle le gouvernement procédera à la collecte forcée des armes et mettra en oeuvre des mesures strictes pour empêcher la possession d'armes, qui sera limitée aux seules forces armées régulières. Dans le même temps, M. Ibrahim a exhorté la communauté internationale à aider le Soudan à mettre en oeuvre la quatrième étape en lui fournissant un soutien technique et des dispositifs modernes. Le Soudan est un grand pays entouré de nombreux Etats voisins avec qui la coordination est nécessaire dans cette campagne de désarmement, a-t-il indiqué. En avril de cette année, le Soudan a créé un comité supérieur chargé de la collecte des armes et des véhicules non autorisés dans le cadre d'un projet visant à collecter les armes à feu illégales auprès des civils et à contrôler la contrebande de véhicules dans le pays.

INITIATIVE FRANÇAISE AU LIBAN

**Le chef du Hezbollah exige une révision du ton**

Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a affirmé mardi soutenir l'initiative française en faveur de la formation d'un gouvernement réformateur au Liban dans les plus brefs délais afin de débloquer des aides internationales cruciales, exigeant toutefois une "révision" du ton et du mode opératoire.



"Nous saluons toujours l'initiative française et sommes prêts au dialogue et à la coopération (...) avec les Français et avec tous les amis du Liban (...) mais la manière dont les choses ont été faites le mois écoulé, l'intimidation ayant eu lieu (...) ne doivent pas se poursuivre

sinon nous ne parviendrons pas à un résultat", a déclaré Hassan Nasrallah lors d'un discours télévisé. "Nous espérons que cette initiative réussira. J'appelle à reconsidérer la méthode, le travail et le langage" utilisé, a-t-il ajouté. Le président français Emmanuel Macron avait fustigé dimanche la

"trahison collective" de la classe politique libanaise, au lendemain du renoncement par le Premier ministre Moustapha Adib de former un gouvernement de "mission", exigé par Paris, sur fond de querelles politiciennes. "Nous n'acceptons pas ce que vous nous accusez de trahison (...)

Nous rejetons et condamnons catégoriquement ce comportement condescendant à notre égard et à l'égard de toutes les forces politiques au Liban", a répliqué mardi Hassan Nasrallah. "Nous n'acceptons pas ce langage (...) le plus important est le respect", a-t-il ajouté.

GUINÉE

**Heurts à Conakry lors d'une manifestation**

Des heurts sporadiques ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre guinéennes dans plusieurs quartiers de Conakry mardi, lors d'une journée de mobilisation contre un troisième mandat du président Alpha Condé, ont rapporté des médias. Les autorités avaient interdit cette journée de mobilisation qui devait marquer, moins de trois semaines avant la présidentielle du 18 octobre, l'entrée dans une nouvelle phase de la contestation

menée depuis un an contre un troisième mandat de M. Condé. Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), qui mène cette contestation, a annoncé qu'un de ses dirigeants, Oumar Sylla, avait été interpellé et conduit dans un commissariat, une arrestation confirmée par le gouvernement. Une douzaine de jeunes ont été arrêtés et embarqués dans deux pick-ups des forces de sécurité, selon l'agence AFP. A Bailobaya, en périphérie de la capitale, des

jeunes ont érigé des barricades, renversé des poubelles, brûlé des pneus et déversé de l'huile de moteur sur l'axe principal reliant la banlieue et le centre-ville. Des scènes similaires se sont produites dans les banlieues de Matoto et Hamdallaye, où les forces de l'ordre tentaient de lever les barricades et poursuivaient les jeunes dans les ruelles tortueuses et parfois boueuses. Elles ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui leur lançaient des pierres.

ACCORD DE BREXIT

**Les députés britanniques approuvent le projet de loi controversé**

Les députés britanniques ont adopté mardi un projet de loi controversé du gouvernement de Boris Johnson qui revient en partie sur l'accord de Brexit et a provoqué la colère des Européens, en pleine tractions commerciales entre Londres et les 27. Malgré des dissensions au sein des Conservateurs, ce texte qui viole de l'aveu de Londres le droit international, a été approuvé dans la soirée en troisième lecture par les députés avec 340 pour et 256 contre, ouvrant la voie à son examen par les Lords dans les semaines à venir. Après leur divorce en début d'année, les deux parties se sont fixé comme objectif d'arriver à un accord de libre-échange en octobre pour éviter un "no deal" potentiellement dévastateur économiquement le 1er janvier prochain. Les négociations ont repris mardi à Bruxelles pour un neuvième cycle mais les huit précédents n'ont permis aucune percée majeure et la tension est montée d'un cran en septembre lorsque le gouvernement de Boris Johnson a présenté un projet de loi contredisant le traité encadrant leur divorce. Le texte, qui viole de l'aveu même de Londres le droit international, a été approuvé dans la soirée en troisième lecture par les députés à 340 pour et 256 contre, ouvrant la voie à son examen par les Lords dans les semaines à venir.

UN AVION ARMÉNIEN ABATTU

**Erevan accuse la Turquie**

L'Arménie a accusé mardi la Turquie d'avoir abattu un de ses avions militaires accusant Ankara d'ingérence dans les combats en cours entre l'Azerbaïdjan et les séparatistes pro-arméniens du Nagorny Karabakh, alors que Ankara conteste le fondement de ces accusations. "Un avion SU-25 arménien a été abattu par un F-16 turc (...) qui venait du territoire azerbaïdjanais", a annoncé la porte-parole du ministère arménien de la Défense, Chuchan Stepanian, dans un message sur Facebook,

précisant que le pilote arménien de l'appareil "était mort en héros". Depuis dimanche, les forces de l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh, soutenue politiquement, militairement et économiquement par l'Arménie, et celles de l'Azerbaïdjan s'affrontent dans les combats les plus meurtriers depuis 2016, le bilan étant de près de cent morts. "L'allégation selon laquelle la Turquie a abattu un chasseur arménien est absolument fausse", a démenti la Turquie par la voix du directeur de la communication de la prési-

dence turque, Fahrettin Altun.

"Cette information est un mensonge de plus de la propagande arménienne", a pour sa part affirmé à la presse la porte-parole du ministère de la Défense azerbaïdjanais, Yagif Dyargahly. L'avion turc a "décollé d'un aéroport dans la ville azerbaïdjanaise de Ganja et soutenait l'aviation et les drones azerbaïdjanais qui bombardaient des villages civils à Vardenis, Mers Masrik et Sotk en Arménie", a précisé la porte-parole arménienne.

KOWEÏT

# Intronisation du cheikh Nawaf al-Ahmad

Le Koweït a intronisé hier son nouvel émir, cheikh Nawaf al-Ahmad Al-Sabah, qui succède à son demi-frère, cheikh Sabah, décédé aux Etats-Unis à l'âge de 91 ans. Le nouvel émir, âgé de 83 ans, a prêté serment à l'Assemblée nationale, alors que le pays se prépare à recevoir le corps de cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah.



Le Koweït a entamé une période de deuil national de 40 jours. "La précieuse confiance que le peuple du Koweït nous a accordée sera préservée comme la prunelle de nos yeux", a déclaré le nouvel émir après avoir prêté serment, visiblement ému. Le corps du cheikh Sabah, un grand médiateur considéré comme l'architecte de la politique étrangère du Koweït moderne, devrait arriver dans le pays tard mercredi. Il s'est éteint la veille dans le Minnesota (nord des Etats-Unis) où il suivait un traitement à l'hôpital depuis juillet. Selon le palais royal, les funérailles seront "limitées aux proches de l'émir", une mesure probablement destinée à éviter de grandes foules en pleine pandémie de corona-

virus. Cheikh Sabah fut un vieux routier de la politique et un doyen de la diplomatie dans un Golfe tourmenté par plus de cinq décennies de crises et de conflits ayant impliqué son pays. Cheikh Nawaf, qui a occupé de hautes fonctions depuis des décennies dans ce pays membre de l'Opep, prend la relève alors que le Koweït est confronté aux répercussions de la crise du coronavirus, qui a déclenché une forte baisse des prix du pétrole et de graves conséquences économiques pour les Etats du Golfe. Né en 1937, cheikh Nawaf est le cinquième fils du cheikh Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, qui a dirigé le Koweït de 1921 jusqu'à sa mort en 1950. Désigné prince héritier en 2006, il avait auparavant servi comme minis-

tre de la Défense en 1990 au moment de l'invasion de l'émirat par les forces irakiennes de Saddam Hussein. La guerre du Golfe s'est terminée en 1991 par l'intervention des Etats-Unis à la tête d'une coalition militaire internationale. Après la libération du Koweït, cheikh Nawaf a été nommé ministre des Affaires sociales et du Travail, avant de prendre la présidence de la Garde nationale en 1994. Il est revenu au gouvernement comme ministre de l'Intérieur en 2003. Le nouvel émir est populaire au sein de la famille régnante des al-Sabah et il aurait été un choix consensuel. Il jouit également d'une réputation de modeste parmi les siens.

R.I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'ONU

## Le multilatéralisme est plus que jamais à l'ordre du jour

Le débat général de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) s'est achevé mardi au siège de l'ONU à New York sur une note positive, la grande majorité des dirigeants mondiaux et des représentants nationaux ayant fait part d'un fort soutien envers le multilatéralisme et les Nations unies.

"Par leur présence virtuelle, nos dirigeants politiques ont démontré leur engagement en faveur du multilatéralisme et des Nations unies. La grande majorité a confirmé cet engagement dans leur discours", a indiqué le président de la 75e session de l'AGNU, Volkan Bozkir, lors de la cérémonie de clôture de l'événement. "Beaucoup ont reconnu que le multilatéralisme présente le système le plus efficace pour relever les défis mondiaux, tels que la pandémie (de COVID-19) et le changement climatique", a-t-il indiqué. Notant que la réunion "a été importante et exceptionnelle" et que pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, les dirigeants du monde n'ont pas pu se présenter ici en personne, M. Bozkir a souligné que "cela n'a pas empêché le multilatéralisme de fonctionner au plus haut niveau". "Les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les ministres ont déposé un Agenda complet, qui soutient non seulement les priorités que j'ai évoquées, mais fournit également des orientations améliorées sur les mesures nécessaires pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés", s'est-il félicité. "Alors que les pays souverains peuvent entreprendre les actions qu'ils jugent appropriées, les dirigeants ont été clairs : les solutions, dans un monde interdépendant et interconnecté, ne peuvent venir que d'actions multilatérales, avec l'ONU en son centre", a souligné M. Bozkir. Il a exprimé l'espoir qu'au cours de l'année prochaine et des mois à venir, il "s'appuiera fortement sur" les Etats membres et leurs dirigeants pour le soutenir à cet égard. "Je vous exhorte à rester positifs et à considérer la situation dans son ensemble", a recommandé M. Bozkir, selon qui "une chose est claire : nous sommes plus forts ensemble". "C'est précisément ce que veulent les gens du monde entier", a-t-il relevé. "Une plus grande solidarité, une coopération et une coordination internationales plus fortes. Les nations toujours plus unies." En ce qui concerne le COVID-19, M. Bozkir a indiqué que "l'appel à la solidarité est impossible à ignorer dans le contexte de la pandémie actuelle". "Chaque Etat membre a évoqué les conséquences catastrophiques de cette maladie dans ses remarques. Il est clairement reconnu qu'une maladie, qui ignore les frontières mondiales, nécessite une solution qui répond aux besoins de nous tous", selon le président de l'AGNU. "Les actions unilatérales n'ont pas réussi à enrayer sa propagation", a-t-il ajouté. Parlant des "trois problèmes" qu'il abordera au cours de sa présidence, M. Bozkir les a énumérés dans l'ordre : "Premièrement, le système d'alerte précoce (...). Deuxièmement, l'inclusivité dans les approches pour faire face à la crise. Et troisièmement, l'équité dans l'accès aux futurs vaccins". En ce qui concerne le rétablissement après la pandémie, M. Bozkir a considéré le COVID-19 comme un test pratique qui "a révélé nos faiblesses et les domaines que nous devons renforcer ensemble".

R.I

PREMIER MINISTRE ARMÉNIEN

## Pas question de négocier avec l'Azerbaïdjan sous l'égide de la Russie

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinian, a jugé prématurée hier l'idée de pourparlers avec l'Azerbaïdjan, sous l'égide de la Russie, au quatrième jour d'affrontements sanglants au Nagorny Karabakh, territoire séparatiste azerbaïdjanais soutenu par Erevan. "Il est inapproprié de parler d'un sommet Arménie-Azerbaïdjan-Russie alors que des combats intenses sont en cours", a-t-il dit à des médias russes, selon l'agence Interfax, estimant que "pour des négociations, il faut une atmosphère et des conditions adéquates". Il a jugé que l'Ar-

ménie et le Karabakh n'étaient pas disposés à résoudre le conflit "au détriment de leurs intérêts nationaux et de leur sécurité". Depuis dimanche, les forces de l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh, soutenue politiquement, militairement et économiquement par l'Arménie, et celles de l'Azerbaïdjan s'affrontent dans des combats ayant fait au moins une centaine de morts, les plus meurtriers depuis 2016. L'Arménie a affirmé mardi qu'un chasseur-bombardier turc soutenant l'Azerbaïdjan avait abattu un de ses avions

militaires, ce qu'ont aussitôt démenti Ankara et Bakou. Une intervention militaire directe turque marquerait un tournant majeur. Une guerre ouverte entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan risquerait par ailleurs de déstabiliser le Caucase du Sud et d'y entraîner les puissances régionales, au premier rang desquelles la Turquie et la Russie. Moscou a appelé à la cessation des hostilités, de même que les capitales occidentales. Le Conseil de sécurité de l'ONU a réclamé mardi un "arrêt immédiat des combats". L'Azerbaïdjan, un pays turcophone, réclame le

retour sous son contrôle du Nagorny Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens, dont la sécession en 1991 n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Après des semaines de rhétorique guerrière, l'Azerbaïdjan a annoncé avoir déclenché dimanche une "contre-offensive" en réponse à une "agression" arménienne, usant de son artillerie, de blindés et de bombardements aériens sur la province qui lui échappe depuis la chute de l'URSS et une guerre qui a fait 30 000 morts.

R.I

## NORMALISATION AVEC ISRAËL : imposer une défaite psychologique aux Palestiniens

La semaine dernière, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et les ministres des affaires étrangères représentant les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn ont signé l'accord de paix baptisé « Accords d'Abraham » à Washington D.C., normalisant ainsi leurs relations au détriment des droits nationaux et humains des Palestiniens.

Le président américain Donald Trump était l'hôte de la cérémonie et il a déclaré que ces accords ne sont qu'un début et que d'autres pays concluront très bientôt des accords similaires, mettant ainsi fin à l'isolement d'Israël dans la région et excluant ainsi les Palestiniens.

La Ligue arabe a refusé de soutenir les Palestiniens et de voter une résolution dénonçant les accords de normalisation. Auparavant, Jared Kushner, le principal conseiller et gendre de Trump, s'était rendu au Moyen-Orient pour rencontrer les dirigeants arabes, même ceux du Soudan post-révolutionnaire à qui l'on avait promis la fin des sanctions et le retrait de la liste des États terroristes s'il suivait les traces des Émirats arabes unis. En cherchant à se faire de nouveaux amis pour soutenir l'occupation israélienne et à renforcer son bilan, Kushner espère obtenir un afflux de voix pour Trump « le faiseur de paix », juste avant l'élection présidentielle américaine de novembre, le tout aux dépens des Palestiniens.

Afin de réduire l'incompréhension des masses arabes, ce processus politique a été synchronisé avec une campagne de relations publiques et de médias sociaux promouvant une « fascination pour Israël ». Cette campagne est soutenue par la diffusion de récits et de films en arabe célébrant l'humanité, la beauté et le caractère progressiste d'Israël. Ce discours efface complètement le récit palestinien et les souffrances indéniables de ce peuple depuis de nombreuses décennies.

En effet, c'est une campagne qui salit la réputation du peuple de Palestine, nie l'occupation brutale d'Israël et affirme que les Palestiniens ont volontairement vendu leurs terres et leurs foyers à l'État sioniste.

Ce récit mensonger affirme que les Palestiniens et leurs plaintes sont un fardeau pour le monde arabe et promeut le hashtag « La Palestine n'est pas ma cause ». Tout cela se passe alors qu'Israël – en pleine normalisation avec les États arabes et en pleine pandémie de Covid-19 – démolit des maisons palestiniennes, assassine des civils palestiniens désarmés et arrête des enfants palestiniens.

Tous les partis politiques palestiniens ont condamné les accords négociés par les États-Unis



comme un « coup de poignard dans le dos ». Le Premier ministre palestinien les a qualifiés de « jour noir dans le triste calendrier » de l'histoire palestinienne. Ils constituent en effet une nouvelle tentative de vaincre psychologiquement les Palestiniens.

Le peuple palestinien est sans aucun doute indigné par la normalisation des États arabes et l'impuissance de ses propres représentants. J'ai vu des Palestiniens pleurer dans les rues en voyant les drapeaux des pays engagés dans la normalisation, projetés sur les murs de Jérusalem. Ils considèrent ces accords comme une trahison de la cause palestinienne et un rabaissement des sacrifices palestiniens et arabes consentis depuis de nombreuses décennies.

Ce que je comprend, c'est que l'Autorité palestinienne n'est pas opposée à la normalisation en principe, mais plutôt à un processus de « normalisation » qui les exclut en tant que participants. C'est l'une des ironies du processus actuel que les représentants palestiniens aient, pendant les années d'Oslo, ouvert la voie aux dirigeants arabes pour qu'ils avancent vers leur propre normalisation avec Israël. De plus, l'AP craint que la normalisation actuelle ne prépare la voie à Mohammed Dahlan – un allié fidèle des États-Unis, des Émi-

rats arabes unis et d'Israël – pour remplacer son adversaire Mahmoud Abbas en tant que président de l'AP.

L'appel officiel à une « journée de colère » le 15 septembre n'a pas été suivi par de nombreux Palestiniens, car beaucoup d'entre eux se sont lassés de l'hypocrisie politique et doutent qu'une mobilisation publique ait un grand impact sur l'ordre mondial régional et international. Au cours des décennies d'Oslo, les représentants palestiniens – par leurs propres motivations conscientes et inconscientes – ont considérablement affaibli la résilience des communautés en Palestine. La résistance palestinienne légitime a été minée par l'absence de processus démocratique.

Aujourd'hui, les représentants palestiniens semblent avoir acté leur impuissance au sein de la politique internationale et, par conséquent, ils tentent de relancer un discours palestinien révolutionnaire comme moyen de se retrancher derrière l'esprit des gens du peuple.

Le nom même des « Accords d'Abraham » est trompeur et masque la nature coloniale de l'occupation de la Palestine par Israël. En présentant le conflit comme un conflit religieux entre les « religions abrahamiques », Israël efface les droits politiques des Palestiniens ; l'occupation est

dissimulée derrière la notion que la résolution du conflit est une question de compréhension interconfessionnelle.

La réalité est que les ennemis de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde arabe sont en train de se réaligner dans une coalition qui piétine les droits des Palestiniens.

Ce faisant, ils détruisent l'avenir des Palestiniens en retirant leur soutien au sein du monde arabe. Ce processus sape le lien culturel entre la Palestine et le contexte géographique et historique plus large. Les Palestiniens se sentaient déjà comme des orphelins, mais la nouvelle normalisation ne fait qu'ajouter à leur sentiment d'abandon par les grands « frères arabes ».

Les discussions en cours avec encore plus de pays arabes qui se préparent à annoncer une normalisation avec Israël est encore plus dommageable et déroutante pour la Palestine. L'expérience palestinienne présente certains parallèles avec une femme subissant une agression sexuelle collective : le fait que le crime soit commis sous l'abri protecteur du groupe rend l'expérience encore plus dommageable psychologiquement.

Néanmoins, laissons Israël porter un toast à ses nouveaux amis parmi les dictateurs arabes et profiter des bénédictions de la

Ligue arabe en sachant que ces « représentants » ne représentent en fait personne, et encore moins le peuple arabe. Les masses, en fait, restent loyales à la Palestine, mais sont exploitées par leurs régimes qui sont prêts à les trahir, elles et la Palestine, en échange du soutien politique et militaire d'Israël et des États-Unis.

En fin de compte, Israël devra encore traiter avec les Palestiniens qui résistent à l'occupation à la barrière frontalière de fait qui entoure la bande de Gaza, au camp de réfugiés de Dheisheh en Cisjordanie occupée, parmi les habitants d'Eisaweyeh, et avec d'autres qui restent invaincus psychologiquement. Ces personnes et ces lieux rappelleront aux Israéliens leur travail inachevé face aux Palestiniens, malgré les décennies d'exploitation de la population et de la terre. Les Palestiniens se battent pour leurs droits nationaux et humains depuis des générations et continueront à le faire. Dans une lutte qui prend maintenant la forme d'une invasion du monde arabe soutenue par les États-Unis et l'Europe mais dirigée par Israël, la Palestine reste en première ligne dans la lutte pour la justice.

Par Samah Jabr  
Psychiatre qui exerce à Jérusalem-Est et en Cisjordanie